



Bourgogne Environnement Nature  
France Nature Environnement Franche Comté  
Fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature  
France Nature Environnement Languedoc Roussillon  
France Nature Environnement Provence-Alpes Côte d'Azur

## QUELQUES REPONSES AUX OBSERVATIONS DES USAGERS ECONOMIQUES

### "ENTREPRISES A CARACTERE INDUSTRIEL ET ARTISANAL"

Sont présentée ci-dessous quelques réponses pouvant être faites aux observations apparaissant dans le document " PROJET DE SDAGE RHONE-MEDITERRANEE 2016-2021, Suivi du traitement des avis de la consultation des assemblées, 19/12/2014 – 19/04/2015" dans sa version " Version de travail V zéro du 02/06/2015"

Seules les pages 25 à 73 correspondant aux observations "CB sous-collège des usagers professionnels « Entreprises à caractère industriel et artisanat" ont été examinées.

Toutes les observations ne font pas l'objet de réponses

Les observations ont été regroupées par grands thèmes car elles sont, pour certains thèmes, largement redondantes.

Les principales critiques des usagers économiques portent sur :

- le non respect de l'équilibre des trois piliers du développement durable ;
- le coût du programme de mesures et ses conséquences négatives sur les activités ;
- les objectifs fixés, dont certains fondamentaux : l'objectif de non dégradation, la continuité hydrologique et l'effacement des obstacles, les objectifs déjà fixés lors du dernier SDAGE, les objectifs chiffrés de réduction des substances dangereuses... avec une volonté de ne pas les respecter : il faut déroger pour tous les grands projets.

Les réductions de pression seraient conduites sans discernement, Le SDAGE ne pourrait pas créer du droit, il ne respecterait pas les textes relatifs à l'hydroélectricité, il pousserait à délocaliser.

Comme le changement climatique raréfie la ressource, il faut en mobiliser d'avantage. Ni le SDAGE, ni la peur des craintifs protecteurs de l'environnement ne doivent gêner les grands projets, la science saura résoudre tous les problèmes.Etc.

Les observations spécifiques à l'agriculture ne sont pas examinées car elles ont fait l'objet de réponses dans un document séparé.

Les observations faisant référence à des masses d'eau nommément désignées (par exemple page 69) non plus.

Les observations sont présentées dans la colonne de gauche du tableau suivant, et les réponses ([en bleu](#)) proposées dans la colonne de droite.

<p align="center"><b>Observations des usagers économiques</b>  <b>avis de la consultation des assemblées 19/12/2014 – 19/04/2015</b>  <b>Version de travail V zéro du 02/06/2015</b></p>	<p align="center"><b>réponses</b></p>
<p><b>Une volonté de déroger pour tous les grands projets</b></p> <p><b>Page 25</b> Projets <b>d'intérêt général</b> susceptibles d'induire une altération du niveau de qualité de certaines masses d'eau.</p> <p>La traduction en droit français de la DCE par le décret du 16 mai 2005 et l'arrêté du 17 mars 2006 portant sur le contenu des SDAGE, demande l'inscription préalable de « projets » en lieu et place de « raisons des altérations et modifications » prévus par l'article 4.7 de la DCE.</p> <p>Actuellement au sens du décret et de l'arrêté, aucun projet n'est identifié à ce titre par l'Autorité Administrative sur le territoire du bassin.</p> <p>La recherche des « projets » (aménagement divers) susceptibles d'être engagés avant 2022 et de peser sur la qualité des milieux aquatiques concerne évidemment tous les territoires et tous les acteurs du bassin. Il est important de ne pas adopter un projet qui conduira dans les prochaines années à des difficultés car le SDAGE est opposable à toute décision administrative.</p> <p>De notre point de vue, il y a lieu de s'interroger en particulier sur la pertinence d'inscrire des projets comme la liaison ferroviaire LyonTurin, le tronçon "La Tour de Salvagny- Balbigny" de l'autoroute A 89, les différents contournements ferroviaires, les aménagements des voies fluviales et des ports, etc.</p> <p>Il est fondamental de ne pas bloquer les activités humaines et économiques importantes pour le développement durable et d'adopter un concept de projet proche de la définition donnée par la DCE. Il s'agit d'établir une liste de tous les projets connus à ce jour et de l'actualiser pendant la période d'application du SDAGE.</p>	<p><b>La dérogation est l'exception, motivée au cas par cas, et sous conditions</b></p> <p>Les usagers considèrent que la simple "inscription préalable" de projets sur liste préfectorale permet de déroger aux objectifs du SDAGE. Et qu'il convient d'y inscrire <i>tous les projets connus à ce jour.</i></p> <p>Or selon les dispositions de la directive et du code de l'environnement, la dérogation est l'exception. Elle doit être motivée et est soumise à conditions définies par décret (cf. 1<sup>er</sup> alinéa du L212-1 VII du code de l'environnement)</p> <p>La dérogation ne peut être justifiée que (cf. R212-16 du code Env.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il y a "<b>intérêt général majeur</b>" et pas seulement intérêt <b>général</b> comme l'évoquent les usagers économiques, ou "intérêt <b>majeur pour l'activité économique</b>" (loi Macron) <u>sans intérêt général</u> (cf. dossier Centers Parc) ; cette condition provient de la DCE (art 4.7 c),</li> <li>- <b>ou</b> lorsque les bénéfices escomptés en matière de santé, de sécurité ou de développement durable l'emportent sur les bénéfices pour l'environnement et la société ;</li> </ul> <p><b>et</b> en respectant deux autres conditions : il n'existe pas de projet alternatif meilleur pour l'environnement, tout est fait pour réduire l'impact sur l'eau.</p> <p>Il faut donc démontrer qu'on ne peut pas faire autrement afin de respecter les objectifs fixés par le SDAGE.</p> <p>Le L212-1 VII prévoit que "<i>L'autorité administrative arrête la <u>liste de ces dérogations après l'avoir mise à disposition du public ....</u></i>" et le R212-16 précise que le préfet coordonnateur arrête la liste des "<i>projets répondant ou susceptibles de répondre</i>" aux conditions permettant de déroger.</p> <p>L'intérêt de ces listes n'est pas clair :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il s'agit de projets <i>dérogant</i> (L212-1), il faut une instruction préalable individuelle de chaque dossier avec enquête publique, etc. Sinon la loi ne serait pas-conforme à la DCE car elle donnerait à l'autorité administrative la pouvoir de déroger a priori pour une liste de projets : la dérogation ne serait plus une exception justifiée et décidée au cas par cas ;</li> </ul>

	<p>- s'il s'agit simplement de projets d'intérêt général majeur <u>susceptibles</u> de déroger (cf. décret) lorsque les autres conditions sont réunies, la liste permet de verrouiller le champ des dérogations possibles. Mais ce n'est pas ce que la loi dit.</p> <p>L'affirmation du SDAGE (chapitre 4, page 424) à ce sujet est troublante : "<i>La liste des projets peut donc évoluer en cours de mise en œuvre du SDAGE à l'initiative du préfet coordonnateur de bassin.</i>". Le préfet aurait-il pouvoir souverain d'attribuer des dérogations ? Cela n'est pas conforme à la DCE.</p> <p><b>La constitution de ces listes mérite d'être suivie de près et il faut souligner que les projets qui sont concernés ne sont pas des intentions de projet mais des projets qui répondent aux critères 4.7 de la DCE.</b></p>
<p><b>L'objectif de non dégradation est contesté</b></p>	<p><b>C'est pourtant un objectif minimum, et de bon sens</b></p>
<p><b>Page 26</b> Conformément aux principes et dispositions de la DCE, il convient d'indiquer en page 6 que la non-dégradation n'est pas absolue mais correspond à un changement de classe d'état. En page 13, le dernier paragraphe doit être modifié ou supprimé car l'article 4-7 de la DCE constitue bien une dérogation à la non-dégradation.</p>	<p>La non-dégradation est un objectif fondamental <b>minimum</b> et de bon sens. Arrêtons d'abord de dégrader, puis restaurons ce qui est dégradé. Cet objectif minimum s'impose partout sauf exception, c'est-à-dire hors les dérogations prévues (DCE et code de l'environnement).</p> <p><b>Il ne faut pas affaiblir son affichage.</b></p>
<p><b>Page 32</b> - L'approche méthodologique, reposant de manière générique sur la « réduction des pressions », ne cible pas suffisamment les masses d'eaux dégradées et la recherche des facteurs limitants. Il convient d'introduire une sélectivité beaucoup plus forte dans la territorialisation et dans la recherche de mise en œuvre de mesures pertinentes</p>	<p>L'objectif est non seulement de restaurer les masses dégradées mais aussi de prévenir partout ces dégradations : restaurer un milieu très dégradé est plus difficile et plus coûteux que d'éviter une telle situation. Ce qui est contesté ici c'est l'approche méthodologique de caractérisation de l'état « tendanciel » de la masse par les pressions et non pas par les mesures directes sur la masse d'eau. L'explication a été 100 fois donnée à savoir que la mesure directe (qui était réalisée dans le cadre du tableau de bord du SDAGE) a sa signification qui dépend de la conjoncture (par exemple climatique et hydrologique), ne permettait aucunement de faire de la prévision au contraire de l'approche par pressions. Et qu'il n'y avait pas de meilleure solution que l'approche par pressions qui avaient le mérite de fournir directement des leviers pour remédier à une perspective pessimiste. Quant à la sélectivité elle est bien là puisque suivant les Masses d'eau le PDM différencie les mesures complémentaires préconisées ! L'état des lieux 2013 montre à l'évidence que l'on n'est pas allé assez loin ni assez fort dans les mesures ... ou que celles-ci n'ont pas été correctement appliquées. Nous aussi nous voulons un SDAGE de résultats ...</p>
<p><b>Page 38 1ere observation</b> - Le rappel au principe de non dégradation démontre une</p>	<p>Par ailleurs, le SDAGE (p 34) rappelle que tout aménagement ou infrastructure doit</p>

<p>nouvelle fois la nécessité d'anticipation des réflexions afin d'être en capacité de solliciter en cas de besoin l'application de l'article 4-7 de la DCE</p> <p><b>Page 38 2<sup>ème</sup> observation</b> - Le« principe » ou« objectif» de non-dégradation est omniprésent dans le projet de SDAGE ce qui crée à nouveau un déséquilibre avec les autres enjeux. Le terme est répété comme jamais dans aucun autre projet de SDAGE [...]</p> <p><b>Page 39 – 3<sup>ème</sup> observation</b> - Cette orientation fondamentale devrait s'attacher à mieux définir les critères d'évaluation de l'impact des projets permettant de préciser si un changement de classe d'état est probable ce qui conduit dans ce cas à faire appel à l'article 4-7 de la DCE. Après la définition de ces clauses en début de Principe, aucune disposition de mise en œuvre effective n'est proposée.</p> <p><b>Page 39 – 4<sup>ème</sup> observation</b> - Nous demandons la reformulation du premier paragraphe suivant : «<i>Tout projet susceptible d'impacter les milieux aquatiques doit être élaboré en visant la non dégradation de ceux-ci et doit constituer, par sa nature et ses modalités de mise en œuvre, la meilleure option environnementale permettant de respecter les principes évoqués aux articles L. 211-1</i> » de la façon suivante :</p> <p>«<i>Tout projet susceptible d'impacter les milieux aquatiques doit être élaboré en visant la dégradation minimale etc..</i>»</p>	<p><b>respecter l'objectif de non dégradation</b> des milieux aquatiques (ce qui constitue l'un des objectifs principaux de la DCE, cf. art. 4 repris dans le L212-1 du code de l'environnement).</p> <p>De nouveau, et de façon répétée, il y a <b>rejet de cet objectif minimum</b> (maintenir au moins l'état existant) et <b>volonté de déroger</b> aux objectifs de la DCE quand elle dérange.</p> <p>Et, a fortiori, rejet de l'objectif plus contraignant de bon état des masses d'eau.</p> <p>Quand on construit de grandes infrastructures on ne s'embarrasse de ce genre de détails.</p> <p>Une observation regrette que le SDAGE ne donne pas de critères permettant de prévoir les dégradations afin ... de mieux anticiper les demandes de dérogation. Ce serait effectivement plus simple !</p> <p>Le SDAGE ne peut suivre la 4<sup>ème</sup> observation qui propose de remplacer la "<u>non dégradation</u>" par la "<u>dégradation minimale</u>" ce qui serait en contradiction totale avec les objectifs de la DCE et du code de l'environnement. De plus et de façon évidente cela le viderait de tout objectif crédible.</p> <p>Il s'agit donc d'un <b>refus de la politique de protection de la ressource et des écosystèmes aquatiques.</b></p>
<p><b>Le Graal: l'équilibre entre les 3 piliers du DD ...en faisant pencher la balance.</b></p> <p><b>Page 26</b> - Si le SDAGE est bien la réponse à la DCE (plan de gestion), il constitue aussi un document qui doit respecter le droit national en particulier l'article 6 de la Charte de l'Environnement dont nous demandons la mention: « <i>Article 6. Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.</i> »</p> <p>Le SDAGE doit intégrer l'objectif environnemental avec la conciliation entre les différents usages de la ressource en eau et la prise en compte des exigences des activités économiques. Il convient en particulier de ne pas oublier l'importance de conciliation avec les plans nationaux de développement énergie, industrie, les SRADDT et de noter l'influence de la « politique » industrielle quant à l'atteinte de</p>	<p><b>Un argument fallacieux.</b></p> <p><b>La bonne image : deux piliers sur un socle !</b></p> <p>"<u>L'infrastructure<sup>1</sup> environnement</u>" (le réacteur physico-chimique "globe terrestre + atmosphère" et ses écosystèmes) est notre "base de vie". On n'en a pas de rechange. Elle fournit des services vitaux.</p> <p><u>Il y a les fondations (l'environnement) sur lequel reposent 2 piliers (l'économie et le social).</u> Si l'on sape les fondations, les 2 piliers s'effondrent.</p> <p>Rechercher l'équilibre entre les 3 aspects du développement durable n'a aucun sens : Il importe de protéger le socle, "l'infrastructure environnement" pour que l'édifice à deux piliers tienne debout. De ce point de vue la Charte de l'Environnement n'est pas bien rédigée.</p> <p>Les acteurs économiques savent que leurs activités dépendent des "infrastructures</p>

<sup>1</sup> Infrastructure : Ensemble des installations, des équipements permanents qui conditionnent le fonctionnement d'un organisme ou d'une entreprise, l'activité économique d'une région, d'un pays. Sans ces investissements, l'infrastructure économique capable de créer et d'assurer le fonctionnement d'une économie de marché ne peut s'édifier. (cf. dictionnaire Trésor de la langue française, <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>)

<p>l'objectif de bon état.</p> <p><b>Page 33</b> - Le SDAGE doit s'intéresser à [...] et à l'équilibre entre activités économiques et protection de l'environnement des territoires. ...</p> <p>Le projet de SDAGE qui nous est soumis n'intègre pas les 3 fondements du développement durable. En privilégiant l'environnement, il entrave fortement le développement économique et il aura des conséquences néfastes sur le plan social.</p> <p><b>Page 39</b> - L'approche déséquilibrée est bien mise en évidence dans la phrase suivante en haut de page 47 : « Elle suppose d'assurer une meilleure prise en compte de l'environnement dans les processus de décision et d'orienter les différents scénarios d'aménagement vers la recherche systématique de la meilleure option environnementale dans une logique de développement durable. »</p> <p>La meilleure option environnementale est et sera toujours de ne rien faire. Une logique de développement durable impose de prendre en compte de manière équilibrée les 3 enjeux et de rechercher le meilleur compromis entre les enjeux économiques sociaux et environnementaux.</p> <p>Nous demandons la substitution de la fin de phrase par : vers la recherche systématique de la meilleure option d'équilibre entre les 3 enjeux du développement durable</p> <p><b>Page 40</b> le contenu des propositions conduit à placer le Développement Durable en déséquilibre. La dimension environnementale est privilégiée et la dimension socio-économique insuffisamment traitée dans les orientations fondamentales et par le chiffrage partiel du cout du programme de mesures. Le manque le plus important se situe au niveau de d'évaluation des impacts des dispositions sur la production de valeurs et l'emploi. Le développement économique des territoires doit être placé comme une donnée d'entrée au même titre que l'atteinte des objectifs environnementaux</p>	<p>artificielles" (réseaux de transport, énergie, eau, assainissement, télécommunications, ...), etc. Mais ils oublient la valeur des services rendus par "l'infrastructure environnement".</p> <p>Dans l'exemple emblématique de la pêche en mer, les acteurs recherchent l'équilibre entre les 3 piliers du DD, ou plutôt entre les 2 premiers : la pêche (l'économie) et l'environnement (la ressource halieutique) en refusant de voir les limites de l'environnement. Que sont devenus les pêcheurs français de morues à Terre-Neuve? Que deviendront les pêcheurs de thons en Méditerranée? En réalité, conserver la ressource halieutique (le socle) est un impératif absolu pour pêcher durablement : la pêche en mer (activité économique) doit impérativement protéger "l'infrastructure environnement", c'est-à-dire l'écosystème marin qui produit des poissons.</p> <p>Ou, dans un langage que comprennent les acteurs économiques, il ne faut pas toucher au capital et accepter de ne prélever que les intérêts.</p> <p>L'exemple de la pêche est relativement simple puisque les acteurs agissent directement sur l'écosystème dont leur activité dépend. Pourtant l'acceptation de la contrainte environnementale est difficile.</p> <p>Mais, en général c'est moins simple car une activité dépend, plus ou moins directement et visiblement, de diverses ressources environnementales : et ces ressources sont soumises à la pression d'un ensemble d'activités. Dans le cas du SDAGE, les ressources et écosystèmes aquatiques du bassin sont utilisés par diverses catégories d'utilisateurs et pour de nombreux usages.</p> <p>Le cumul des différentes pressions peut compromettre le bon état de cette ressource alors que chacun estime n'avoir qu'un impact marginal le dispensant des efforts de sauvegarde. C'est une difficulté du problème.</p>
<p><b>Page 40</b> Les représentants industriels estiment que les évolutions proposées devraient tenir compte des objectifs économiques fondamentaux, notamment celui de la compétitivité des entreprises, aussi bien que des facteurs scientifiques et technologiques, afin d'être réalistes. Elle observe que le lancement de nouvelles dispositions dans le domaine des projets de SDAGE et de Programme de mesures ne devrait se faire qu'après une réflexion stratégique tenant compte de la pertinence technique et de la soutenabilité économique des dispositions et mesures envisagées.</p> <p><b>Page 41</b> Le SDAGE doit s'intéresser à la question essentielle de la création de valeurs</p>	<p>Les acteurs économiques vont maintenant au-delà de l'équilibre entre les 3 piliers du développement durable. Ils affichent clairement que l'économie a priorité sur l'environnement. Ce qui, selon eux, implique la "<u>soutenabilité économique des dispositions environnementales</u>". Et non plus la <u>soutenabilité des activités économiques</u>". Ce qui est un <u>renversement total du sens des mots</u> et la négation de la réalité.</p> <p>On refuse de voir qu'une activité qui ne respecte pas ses ressources environnementales ("l'infrastructure environnement") va, à plus ou moins long terme, à la catastrophe (cf. le cas d'école de la pêche à la morue à Terre Neuve).</p>

<p>à partir de l'eau et à l'équilibre entre activités économiques et protection de l'environnement des territoires. ...</p> <p>Le projet de SDAGE qui nous est soumis n'intègre pas les 3 fondements du développement durable. En privilégiant l'environnement, il entrave fortement le développement économique et il aura des conséquences néfastes sur le plan social...</p> <p><b>Page 43</b> - A ce titre nous demandons une modification du titre de la partie C pour mettre les 2 composantes à égalité d'importance et la reprise complète de la rédaction de la disposition 4-09 :</p> <p>« C. ASSURER LA COHERENCE DES PROJETS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AVEC LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE L'EAU »</p> <p>en :</p> <p>« C. ASSURER LA COHERENCE DES PROJETS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE PORTES PAR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE L'EAU »</p> <p><b>Page 44</b> - Disposition 4-09 : Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique Nous demandons le remplacement du terme « dans » par « et » afin d'équilibrer les 3 enjeux du développement durable. Le contenu de la disposition nécessite une reprise complète pour parvenir à cet objectif</p> <p><b>Page 66</b> OFO (Changement Climatique), OF7 gestion de la ressource : La stratégie de cette OF est à réviser en prenant en compte la nécessité d'assurer le fonctionnement global de la société avec le maintien et le développement d'activités économiques. Il est essentiel que cette dimension équilibrée entre les enjeux soit intégrée.</p> <p><b>Page 66 OF7</b> (Gestion de la ressource) : Les solutions comme le stockage et les transferts de ressources déjà mises en œuvre doivent continuer à être promues afin de répondre à la fois à la protection des milieux et des enjeux socioéconomiques.</p> <p>Le manque d'équilibre entre « économies d'eau » et utilisation de transferts et stockages reste la principale insuffisance de cette orientation fondamentale</p>	<p>Il n'y a donc pas de raison d'accepter les demandes de modification de rédaction des pages 43 et 44.</p> <p>Il faut dire et répéter que le SDAGE a pour ambition de restaurer et protéger une ressource (une "infrastructure environnementale") essentielle, notamment aux activités économiques. Et qu'elles bénéficieront, à terme, des services correspondant, services non marchands dont la valeur économique n'est pas prise en compte dans la comptabilité.</p>
<p><b>P 70-71 OF 7 Surtout ne pas réfléchir aux évolutions de filières</b></p> <p>Concernant le contenu, la démarche doit être interactive entre les besoins des populations avec leurs activités et les ressources dont les leviers stockages et transferts doivent continuer à faire l'objet de mobilisations.</p>	<p><b>On ne veut pas chercher : on est dans le dogme</b></p> <p>Le développement durable oui, mais sans s'interroger sur les activités économiques telles qu'elles sont pratiquées.</p> <p>Il s'agit d'une position dogmatique et non pragmatique. Ne pas procéder à de telles</p>

<p>Nous demandons le retrait de la phrase suivante révélatrice du déséquilibre de l'approche : « Il est en outre nécessaire d'étudier sans délai les mutations structurelles et l'évolution des filières économiques qui sont nécessaires pour assurer sur le long terme la non dégradation des équilibres quantitatifs ou leur restauration. »</p>	<p>études est se priver, a priori, de possibilités d'action qui peuvent présenter des avantages qu'on ignore, y compris sur le plan de l'activité économique.</p> <p>La logique voudrait plutôt que l'on ajoute à cette OF la nécessité du coût de ne rien faire et de ses conséquence à long terme qui équilibrerait l'obsession de l'immédiateté affichée avec constance par les usagers industriels.</p>
	<p><i>NB : "L'équilibre des 3 piliers" est aussi utilisé pour éviter de prendre en compte les contraintes du changement climatiques (voir ci-dessous)</i></p>
<p><b>On souligne les couts du SDAGE dont on demande une évaluation plus détaillée</b></p> <p><b>Pages 26 et 27</b> - Le coût global présenté en chapitre 5 prend en compte uniquement les coûts d'investissement et n'intègre pas les coûts d'exploitation et de maintenance ainsi que les pertes de production pour les usages impactés. L'incidence économique est donc nettement plus élevée que celle présentée. Il n'est pas proposé de répartition des coûts à l'échelle des départements et régions administratives. Elles mettraient certainement en évidence comme en 2009 de fortes disparités et une capacité de prise en charge insuffisante par certains départements. A notre connaissance, il n'existe pas sur le territoire du Bassin, une instance de répartition des efforts financiers entre les différentes zones territoriales</p> <p><b>Pages 33 et 41</b> -Le programme de mesures doit être plus détaillé afin de permettre d'évaluer sa pertinence effective par rapport à l'atteinte des objectifs de chaque ME. Son coût, estimé à 2 584 millions d'euros d'investissements est à compléter en prenant en compte les coûts d'exploitation et de maintenance, les coûts des impacts sur les usages.</p> <p>La charge prévisionnelle induite par le Programme de mesures est très importante surtout en période de stagnation. Le principe d'iso fiscalité est fondamental. Il est impossible d'alourdir exagérément les charges des acteurs économiques qui finalement sont supportées par les consommateurs et/ou les citoyens sauf si les autres prélèvements publics auprès des mêmes contributeurs sont réduits d'autant.</p> <p><b>P 41 42</b> La demande des usagers industriels exprimée de façon récurrente est que la dimension socio-économique soit pleinement prise en compte dans le cadre de la révision du SDAGE pour la période 2016-2021</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par intégration dans la rédaction des orientations fondamentales ;</li> <li>• Par chiffrage complet du cout du programme de mesures ;</li> <li>• Par évaluation des impacts sur la production de valeurs et l'emploi.</li> </ul>	<p><b>...mais on oublie les bénéfices !</b></p> <p>Les observations font référence au "Programme de mesures" (chapitre 5). Le coût total du programme de mesures 2016-2021 est estimé à 2 588 M€, soit environ 431 M€ par an d'investissements. Il est exact que les coûts d'exploitation correspondant à ces mesures ne sont pas chiffrés.</p> <p>Il convient de noter que le chapitre 5 donne aussi des informations sur les flux financiers actuels dans le domaine de l'eau : coûts de fonctionnement et consommation de capital fixe. (voir <a href="#">observation ci-dessus page @4</a>).</p> <p>Le chiffrage « complet » du projet de SDAGE a été effectué comme celui du SDAGE actuel.</p> <p>On demande aux documents une estimation plus complète des coûts et impacts négatifs sur l'économie et l'emploi.</p> <p>Cependant les acteurs économiques oublient l'essentiel : le SDAGE et le programme de mesures ont pour objet d'améliorer la ressource et les milieux aquatiques, et ainsi les services environnementaux qu'ils rendent.</p> <p>Comme les autres usagers, les acteurs économiques bénéficient de l'amélioration de ces services, notamment eau brute de meilleure qualité nécessitant des traitements moins coûteux, ressource plus abondante, aléa inondation réduit, capacité d'autoépuration des rivières meilleure, sans parler des aménités ...Cela a une valeur économique.</p> <p><b><u>Les bénéfices environnementaux du SDAGE doivent être mis en regard du coût du programme de mesures.</u></b></p> <p>Pour l'instant ils ne sont pas évalués, ce qui constitue une lacune. L'exercice, complexe, est nécessaire.</p> <p>Ces services environnementaux, ou plutôt les coûts environnementaux des usages,</p>

<p><b>P42</b> Les retombées économiques ne sont pas que positives (création d'emploi, santé...) mais peuvent être aussi négatives dans certains cas (pertes de production, pertes de compétitivité, développement bloqué, pertes d'emplois induits, etc. ). La recherche de données donc doit être équilibrée et objective afin d'évaluer l'ensemble des effets économiques et sociaux</p>	<p>sont évoqués succinctement par le document d'accompagnement du SDAGE, dans le chapitre consacré à la tarification et de récupération des couts (cf. <a href="#">observation ci-dessous</a> page @4).</p>
<p><b>Page 40</b> - Le SDAGE doit présenter dans ses dispositions une cohérence entre les enjeux de protection de l'environnement et les enjeux d'activités humaines y.c. leur développement.</p> <p>L'approche socio-économique du SDAGE est à retravailler en profondeur en se positionnant sous l'angle des besoins humains en termes de ressources aquatiques sur la base des usages actuels et des développements locaux projetés. Le texte actuel met surtout en avant les retombées positives du SDAGE en termes socioéconomiques et commence à présenter les impacts négatifs de certaines dispositions en se limitant à l'internalisation des mesures dans les coûts. Les impacts socio-économiques négatifs de type perte de production ou contraintes d'aménagement (réduction du potentiel hydroélectrique, contraintes 1 Parc center Chambaran, pertes de valeurs de la production agricole....) ne sont pas présentés. Ce point nécessite un développement important dans l'OF 3 à minima en termes de définition des contraintes sur les filières et d'évaluation quantitative et financière lorsque cela est possible. Il serait intéressant également d'inclure dans cette OF des indicateurs dans le suivi de mise en œuvre du SDAGE qui permettent d'évaluer les implantations économiques en lien avec l'eau et/ou les variations de productions réalisées dans certaines filières importantes.</p>	<p>Cette observation soulève la question de <b>l'insuffisance de l'approche économique qui mériterait d'être sérieusement renforcée, notamment en ce qui concerne les services et aménités environnementaux.</b></p> <p>Prenons l'exemple du projet de Centers Parc à Roybon. Il est très probable que ce centre n'aurait pas cherché à s'installer dans un paysage banal, au milieu d'une ZAC ou de champs de maïs dans une morne plaine. Le choix du site de Roybon prend évidemment en compte la valeur non estimée, du moins non affichée, des services environnementaux et aménités d'une zone naturelle à fort potentiel. Il est permis de penser que ces terrains humides, de peu d'intérêt pour les activités économiques classiques (agriculture, forêts, industrie, artisanat...), notamment à cause des contraintes environnementales qui les protégeait, ont été acquis à un prix ne prenant pas en compte, et de loin, la valeur des aménités environnementales que Centers Parc compte bien exploiter pour attirer ses futurs clients. D'où l'intérêt économique de ce choix. Mais cela suppose, paradoxalement, de desserrer les contraintes environnementales protégeant la zone. On veut le beurre et l'argent du beurre, ce qui n'est évidemment pas raisonnable. Cela s'explique, en partie, par l'aveuglement de l'approche économique qui ignore la valeur de "l'infrastructure environnement".</p> <p>L'approche économique du SDAGE, pour représenter correctement la réalité, devrait prendre à leur juste valeur les services environnementaux (qui sont bien réels : cf. exemple ci-dessus), ce qui est une tâche complexe, bien plus difficile que le chiffrage des bénéfices ou pertes, comptables des entreprises.</p> <p>Mais si cela n'est pas fait l'approche économique proposée sera faussée.</p>
<p><b>Les réductions de pression seraient conduites sans discernement</b></p> <p><b>Page 29 (repris en pages 32-33)-</b> Ce point est fondamental car la recherche de réduction de pressions sans discernement conduit à une double possibilité d'erreurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• erreurs sur le plan technique en n'identifiant pas le ou les véritables facteurs limitants et en conduisant des actions inefficaces et coûteuses ;</li> <li>• erreurs sur le plan socio-économique car une pression est souvent associée à une</li> </ul>	<p><b>... alors que le SDAGE détermine méthodiquement ses objectifs</b></p> <p>La logique du SDAGE est d'évaluer, par masse d'eau, l'ensemble des pressions expliquant son état afin d'agir sur les causes de la dégradation lorsqu'elle n'est pas en bon état.</p> <p>La recherche de réduction de pressions n'est donc pas faite sans discernement. Mais elle peut aboutir à la réduction d'un ensemble de petites pressions lorsque leur cumul a un effet déclassant.</p>



<p>activité humaine et la réduction de la pression correspond à une réduction de la création de valeurs.</p> <p>L'évaluation directe de l'Etat écologique du milieu doit rester la norme.</p>	<p>On ne peut pas affirmer que la réduction de pression correspond à une réduction de valeur, car il convient de tenir compte de l'amélioration des services rendus par une masse d'eau en bon état. Et c'est bien la difficulté d'appréciation : apprécier les gains à la bonne échelle (ensemble des usages de la masse d'eau), et au bon pas de temps (à l'issue des délais nécessaires à son amélioration). Ce qui dans une logique de court terme est difficile à accepter.</p>
<p><b>Le SDAGE ne respecterait pas les textes relatifs à l'hydroélectricité</b></p> <p><b>Page 29 et 30</b> - Nous relevons que des obligations réglementaires concernant l'interface entre le projet de SDAGE et la production d'hydroélectricité ne sont pas traitées dans ce document et dans le rapport d'évaluation environnemental.</p> <p>En application de l'article L.212-1 paragraphe III du code de l'environnement, « <i>Le schéma prend en compte l'évaluation, par zone géographique, du potentiel hydroélectrique établi en application du 1 de l'article 6 de la loi no 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité</i> ».</p> <p>Il n'est pas proposé d'éléments sur les modalités de prise en compte de ce potentiel par le projet de SDAGE (notamment au travers des identifications de réservoirs biologiques).</p> <p>Par ailleurs, il conviendrait également de mentionner et de répondre aux exigences de l'article 45 de la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de Programme fixant les orientations de la politique énergétique dont nous reproduisons le texte ci-après.</p> <p>« Article 45 : Après l'article 2 de la loi du 16 octobre 1919 précitée, il est inséré un article 2-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. 2-1. - Les <u>actes administratifs relatifs à la gestion de la ressource en eau, pris en application du premier alinéa de l'article 1er ou du cinquième alinéa de l'article 2 de la présente loi, du III de l'article L. 212-1 et du premier alinéa de l'article L. 212-3 du code de l'environnement, sont précédés d'un bilan énergétique en évaluant les conséquences au regard des objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz contribuant au renforcement de l'effet de serre et de développement de la production d'électricité d'origine renouvelable.</u> »</p> <p>Nous demandons donc que les textes réglementaires cités supra soient identifiés dans les documents correspondants et appliqués</p>	<p><b>Important : il y a des interrogations juridiques à examiner</b></p> <p>La loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique a été abrogée par l'ordonnance n°2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie mais pour son article 2.1 l'abrogation ne prendra effet qu'à compter de la publication des dispositions réglementaires correspondantes.</p> <p>Les dispositions citées sont bien en vigueur.</p> <p>Il semble donc qu'il y ait fragilité juridique du SDAGE :</p> <p>Il a été admis que l'étude du potentiel hydroélectrique effectuée pour le SDAGE 2009-2015 valait pour le projet de SDAGE 2016-2021.</p> <p>En outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le SDAGE pourrait préciser qu'il désapprouve l'utilisation du potentiel hydroélectrique du bassin compte tenu de ses inconvénients pour la ressource en eau (assèchement de rivières court-circuités, eutrophisation par création de petits plans d'eau, diminution de la capacité épuratoire, obstacles pour les poissons les ouvrages de franchissement, lorsqu'ils existent, étant souvent peu efficaces, perturbation hydrologique en aval, etc.). Et l'accroissement du parc des microcentrales représentant une part marginale de notre approvisionnement énergétique, il est évident que le bilan économique global, y compris les coûts environnementaux, est largement négatif. Une évaluation chiffrée de ce bilan serait bienvenue.</li> <li>- Est-ce possible de dresser le bilan énergétique et des émissions de GES d'un SDAGE ? Quant à la réduction des GES d'autres solutions sont largement aussi efficaces sans présenter de tels inconvénients, notamment l'amélioration de l'efficacité énergétique.</li> </ul>
<p><b>Le SDAGE pousserait à délocaliser</b></p> <p><b>Page 30</b> - L'évaluation environnementale proposée gagnerait en pertinence en</p>	<p><b>... globalement et à moyen terme, non.</b></p> <p>Cette observation part du principe que le SDAGE conduit à une augmentation des</p>

<p>traitant donc plus globalement des enjeux et des effets induits essentiels.</p> <p>La question de l'échelle d'analyse de l'impact des dispositions du SDAGE n'est pas traitée dans le document. Bon nombre des dispositions peuvent effectivement présenter à l'échelle locale du bassin des impacts positifs en matière d'environnement mais au final induire, par l'effet de délocalisations de productions agricoles ou industrielles, des effets négatifs à l'échelle mondiale plus importants que ceux positifs obtenus localement sans parler des impacts socioéconomiques.</p> <p>En matière agricole en particulier, le transfert de production dans les pays du sud engendre généralement déforestation, surexploitation des sols et des ressources en eau largement plus fragiles et rares qu'en RM&amp;C, logistique et transports importants. Tout cela pèse très fortement en matière de biodiversité, GES, Climat, santé...</p> <p><b>Page 66 – OF7</b> Dans le cadre d'une économie mondialisé que nous connaissons, une approche centrée sur la restriction de la demande conduira inévitablement aux délocalisations, à la récession et à l'importation d'eau au travers des produits de provenance étrangère. La dimension historique et dynamique de la gestion de la ressource utilisant des stockages et transferts doit donc être intégrée dans cette OF afin de concilier aménagement du territoire et disponibilité de la ressource.</p>	<p>coûts de production, alors que globalement, c'est-à-dire en prenant en compte les bénéfices environnementaux, qui ne sont pas immédiats, c'est le contraire.</p> <p>Il n'y a donc aucune raison de fond pour que le SDAGE provoque, globalement (toutes activités confondues), des délocalisations à moyen et long terme.</p> <p>De plus, les pays qui ne protègent pas leur "infrastructure environnement" consomment "leur capital", ce qu'ils devront un jour payer lourdement. Cela sans parler des impacts sur la santé des habitants. La Chine est déjà confrontée à ce genre de problème. Cela concerne en particulier l'agriculture de ces pays compte tenu de difficultés soulignées par les acteurs économiques : déforestation, surexploitation des sols et des ressources en eau. Tout cela pourrait d'ailleurs être rangé sous la nécessité d'une estimation du cout de l'inaction en matière environnementale et des dommages irréversibles qui en résulteraient pour le socle environnemental dont il était fait mention plus haut.</p> <p>Or le SDAGE contribue à la protection de ces ressources, ce qui est un avantage pour l'agriculture française. S'il y a délocalisation, il faut en chercher les raisons ailleurs et d'ailleurs il serait facile de faire la démonstration inverse en montrant que les zones du monde qui développent les nouvelles technologies avec du personnel hautement qualifié ne sont pas nécessairement et loin s'en faut les plus désagréables à vivre.</p>
<p><b>L'effacement des obstacles aurait des effets négatifs sur les inondations, les débits d'étiages et la vie piscicole</b></p> <p><b>Pages 30 et 31</b> - En page 303 (de l'évaluation environnementale) / il est étonnant de lire :</p> <p><i>"Le risque d'inondation - L'orientation fondamentale 8 présente un objectif clair de diminution de l'aléa inondation tout en concourant au bon fonctionnement des milieux aquatiques. D'autres orientations participent également à réduire le risque d'inondation, en particulier l'orientation n°6 qui vise la préservation et la restauration des milieux aquatiques (notamment des champs d'expansion de crues) et l'orientation n° 4 qui s'attache au développement d'une gouvernance cohérente et adaptée aux doubles enjeux «risque inondation »et« préservation des milieux». Au total, 46 dispositions impactent positivement la composante« risque inondation», dont 15 de manière directe. Aucune incidence négative n'a été identifiée."</i></p> <p>L'orientation n°6 peut également présenter des incidences négatives par l'effacement des ouvrages conduisant à augmenter la pente et par conséquent les vitesses d'écoulement en crue. A noter également la suppression de zones refuges en amont et des écoulements de type « fil d'eau » en étiage.</p> <p><b>Pages 36, 37, 47, 56</b> - Par contre, l'aspect bénéfique de ces obstacles en matière de</p>	<p><b>Ces effets sont le plus souvent négligeables... et ils sont traités dans les études d'incidences</b></p> <p>Les ouvrages qu'il est prévu d'effacer sont, sauf exception, de petits ouvrages (souvent des seuils) n'ayant pratiquement aucun effet en matière de diminution de l'aléa crue : les volumes d'eau stockés sont trop faibles.</p> <p>Pour la même raison ils n'apportent quasi rien en matière de soutien d'étiage.</p> <p>Et les quelques zones refuges qu'ils peuvent abriter sont loin de pouvoir compenser les inconvénients : eutrophisation, obstacle à la circulation des poissons et au transit sédimentaire, diminution de la capacité épuratoire.</p> <p>Comme il est indiqué dans l'évaluation environnementale, <i>"Les effets de ces mesures d'effacement sur le risque d'inondation sont traités au cas par cas dans les études d'incidences et les dossiers loi sur l'eau."</i></p>

<p>ralentissement des écoulements en crue (important 1 pente réduite) et la constitution de zones refuges en amont des obstacles est complètement omis. Dans un cadre d'anticipation, ces bénéfiques sont importants et devraient être pris en compte dans l'analyse avant toute prise de décision en particulier d'arasement d'obstacle ou d'équipement de franchissement.</p> <p><b>Page 44</b> - Certaines dispositions du SDAGE comme l'effacement des seuils présentent des incidences négatives sur l'importance des crues et leurs effets. Cette question mérite d'être présentée et traitée</p> <p>Voir aussi page 73</p>	
<p><b>Les objectifs déjà fixés lors du dernier SDAGE sont contestés</b></p> <p><b>Page 32</b> - Après un premier SDAGE qui n'a pas atteint ses objectifs (stagnation à 50 % de BE des ME cours d'eaux) ; les usagers industriels ont relevé l'absence d'un véritable retour d'expérience sur les causes et la reconduction de l'objectif de 66 % de BE en 2021 et des principes du premier SDAGE avec le renforcement de certaines dispositions sans justifications précises ce qui génère un dossier très difficilement compréhensible par les membres du CB.</p> <p>De nombreux points restent incertains : efficacité des mesures, délais de réalisation et de réponses des milieux, modification en cours d'exercice du système d'évaluation. En conséquence nous ne pouvons que continuer à douter de la possibilité d'atteinte de l'objectif.</p>	<p><b>... Il s'agit d'une contestation fondamentale de la DCE</b></p> <p>Au motif qu'ils n'ont pas été atteints, il est implicitement suggéré de fixer pour 2021 des objectifs moins ambitieux que ceux établis pour 2015 par le SDAGE précédent. C'est-à-dire <b>de faire marche arrière</b>.</p> <p>Cette observation remet en cause les objectifs de la directive : le bon état des eaux en 2015 pour tous les milieux aquatiques; sauf exemption motivée qui autorise un report de délai à 2021 ou 2027.</p> <p>En suivant cette suggestion on serait certain de ne jamais atteindre le bon état des masses d'eau. Les ambitions essentielles de la politique de l'eau seraient ainsi totalement abandonnées.</p> <p>Contrairement à ce qu'affirment les usagers économiques, les résultats du SDAGE actuel ont été analysés plusieurs fois par le Comité de Bassin au niveau du bureau et au niveau de l'assemblée plénière notamment à l'occasion du vote de l'Etat des Lieux en 2013. Il n'y a pas eu de « modification du système d'évaluation » qui est fixée par la DCE mais modification de l'outil de pilotage par le remplacement de l'outil NABE par l'outil NAOE plus précis.</p> <p>Sans vouloir être polémique, les usagers économiques critiquent la non atteinte des objectifs 2015 du fait de mesures inadéquates mais ils ne démontrent en rien cette prétendue inadéquation. L'autre option qui pourrait être retenue est que les mesures préconisées ont été insuffisantes ou inappliquées : on se retrouverait alors sur le fait de demander des mesures plus fortes et des mesures plus appliquées !</p>
<p><b>Le SDAGE ne pourrait pas créer du droit</b></p> <p><b>Pages 32 et 33</b> La relecture juridique du contenu et des dispositions est nécessaire et présente donc une importance fondamentale.</p> <p>Contrairement à d'autres bassins, le projet de SDAGE n'a pas fait l'objet d'une</p>	<p><b>Cette affirmation, infondée, embrouille les esprits (intox)</b></p> <p>Contrairement à ce qui est affirmé, le SDAGE crée du droit, notamment en fixant des objectifs pour les masses d'eau conformément au L212-1 du code de l'environnement (et de la DCE).</p>

<p>vérification de la conformité juridique du texte au principe : « Le SDAGE ne crée pas de droit ». Nous relevons actuellement dans plusieurs dispositions (réservoirs biologiques, zones humides, urbanisations nouvelles impossibles si objectifs de rendement réseaux non atteint en 2021....) qui vont bien au-delà des textes en vigueur et constitue à notre sens des créations de droit.</p>	<p>C'est justement pour cette raison que <i>"Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux."</i></p> <p>Et à multiples reprises le décret (art. R212-9 du code de l'environnement et suivants) précise que le SDAGE fixe, lorsque cela est nécessaire, des objectifs ou des dispositions plus stricts que ceux fixés par le ministre chargé de l'environnement (</p>
<p><b>Page 49 Disposition 5C-01</b></p> <p>Décliner les objectifs de réduction nationaux des émissions de substances au niveau du bassin.</p> <p>Nous demandons le retrait du paragraphe suivant : « Le respect des meilleures techniques disponibles et de l'état de l'art est une première étape. Ensuite, il peut être nécessaire d'aller au-delà... ».</p> <p>Le SDAGE doit respecter les normes en vigueur et ne pas aller au delà du droit</p>	<p>En ce qui concerne les substances dangereuses, qui sont une priorité du SDAGE, il n'y a donc aucune raison de suivre la suggestion faite</p>
<p><b>Page 54 OF 5C</b></p> <p><b>Page 53 - 2.</b> Des contraintes d'achèvement des ETE avant fin 2018 et de mise en conformité des rejets à 2018 ou 2021</p> <p>Les délais de réalisation des ETE RSDE sont prescrits par arrêtés préfectoraux complémentaires, ils sont donc adaptés à chaque site.</p> <p>Le SDAGE ne peut imposer un délai global, cela irait à l'encontre de certains arrêtés préfectoraux complémentaires. Ensuite, c'est bien l'objet d'une ETE que de proposer un échéancier de réalisation. Il ne peut être fixé au préalable. L'ETE définit à quel coût la mesure pourrait être mise en oeuvre. L'établissement doit ensuite dire s'il peut supporter ce coût, et d'autre part il doit y avoir un arbitrage entre les propositions pour retenir les plus efficaces au moindre coût pour un même polluant sur une masse d'eau. Dans certaines structures, le processus "décision + études + réalisation" peut aller jusqu'à 8 ans, en fonction du positionnement dans le cycle des grands arrêts</p> <p>Pour rappel, le SDAGE est un document de planification. À ce titre, il ne crée pas de droit ni de procédure, il s'appuie sur la réglementation existante pour éclairer et orienter son application dans le contexte d'un bassin. Nous constatons ici que les dispositions du SDAGE créent du droit, en imposant des échéances parfois contradictoires avec celles de la réglementation en vigueur (échéances de la circulaire RSDE du 05/01/2009 par exemple).</p> <p>Nous demandons le retrait de toute référence à une échéance générique pour la</p>	<p>Le SDAGE crée du droit et peut imposer des normes plus sévères que les normes nationales, <b>y compris en matière de délais</b>, lorsque cela est nécessaire pour atteindre les objectifs du SDAGE, qui s'inscrivent dans un <b>calendrier bien défini</b>.</p> <p>Il n'y a donc aucune raison de retirer l'échéance.</p> <p>Cette observation révèle la faiblesse de la position des inspecteurs des installations classées quand ils ont la responsabilité d'imposer des délais pour l'application des normes.</p> <p>Enfin sur le fond l'obligation de mise en conformité de rejets de substances dangereuses, connus depuis longtemps, en 2018 ou en 2021, n'est pas féroce.</p> <p>Afficher 8 ans pour le processus de réduction de tels rejets (toxicité importante mais volumes d'effluents faibles) est pour le moins curieux : en général il ne s'agit pas de construire de grandes installations de type station d'épuration urbaine.</p>

<p>réalisation des ETE ou pour la mise en conformité. Ces prérogatives sont du ressort des services d'inspection qui sont habilités à fixer, pour chaque installation ce type d'échéancier.</p>	
<p><b>Page 54 Disposition 5C-04</b> : Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés Le guide technique sur les sédiments contaminés ne peut acquiescer une valeur normative avec le SDAGE (création de droit). Nous demandons le retrait ou la modification de la phrase : &lt;&lt; Ces recommandations doivent être prises en compte dans l'instruction des dossiers au titre des polices de l'eau, des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que la réglementation relative aux déchets. » Proposition de substituer « utilisées » à « prises en compte ».</p>	<p>Toujours le même refrain et la même réponse : le SDAGE crée du droit. Donc pas de raison d'accepter la suggestion. Sur le fond, il importe de suivre le guide technique pour éviter de disperser des polluants, qui sont souvent des substances dangereuses.</p>
<p><b>Comme le changement climatique raréfie la ressource, il faut en mobiliser d'avantage.</b> <b>Ni le SDAGE, ni la peur des craintifs protecteurs de l'environnement ne doivent gêner les grands projets</b> <b>La science saura résoudre tous les problèmes</b></p>	<p><b>Moins il y a d'eau, plus en veut !</b> <b>Il y a rejet des limites environnementales : la science y pourvoira</b></p>
<p><b>Page 35</b> - OFO (Changement Climatique) : La stratégie de cette OF est à réviser en prenant en compte la nécessité d'assurer le fonctionnement global de la société avec le maintien et le développement d'activités économiques. Il est essentiel que cette dimension équilibrée entre les enjeux soit intégrée. Dans un contexte de raréfaction de la ressource, le principe de rechercher les économies d'eau est partagé mais il est essentiel de le compléter par la mise en place des réponses nécessaires aux besoins évolutifs des populations et des acteurs économiques. Le changement climatique entraînera une augmentation de ces besoins auxquels les économies ne pourront pas répondre en totalité <b>Page 36</b> La nécessité d'assurer le maintien d'activités économiques, d'en développer de nouvelles et d'assurer le fonctionnement global de la société. Il est essentiel que cette dimension transversale et équilibrée entre les enjeux soit intégrée dans les réflexions et le contenu de cette OF ; Cette orientation fondamentale doit s'inscrire dans une recherche équilibrée des possibilités d'action compte tenu des contraintes imposées par les évolutions</p>	<p>On voit clairement avec le changement climatique les limites du discours "<i>approche équilibrée entre les 3 piliers du développement durable</i>" (voir ci-dessus <a href="#">page@</a>). La <i>maison brûle</i> mais on ne donne pas priorité à l'extinction de l'incendie. On admet le constat de raréfaction de la ressource en eau et l'intérêt de l'économiser, mais on veut toujours prélever davantage pour faire face aux besoins évolutifs. En faisant appel à des aménagements (barrages, transferts, traitements ...) toujours plus importants et coûteux (et un jour la désalinisation de l'eau de mer ?), ce qui permet de doper le PIB et de créer des emplois. Pourtant une simple approche économique de bon sens montre que ce n'est pas la bonne solution. Les pays qui en seront là perdront, dans le commerce mondial, une bonne partie de leur compétitivité. Face à une ressource qui se raréfie, c'est une recherche équilibrée d'actions qui doit s'engager. Pour éviter la fuite en avant, il faut trouver des solutions appropriées afin de partager au mieux la ressource en eau, en tenant compte des divers enjeux.</p>

<p>climatiques sur les milieux</p> <p><b>Page 36</b> Le principe de mettre en scène « mesures préventives » et « mesures structurantes » n'est pas compatible avec une gestion permettant de répondre aux besoins anthropiques.</p> <p>Les risques évoqués par rapport aux mesures structurantes sont sans commune mesure avec les risques de déficit avéré et leurs conséquences pour l'AEP ou pour des activités économiques. Ces déficits lourds ne pourraient pas être résorbés rapidement compte tenu des délais de mise en œuvre d'ouvrages structurants et les incidences sur les usages seraient très importantes. Il est donc essentiel que les démarches d'économies et d'étude des besoins nécessaires à la préparation des moyens de réponses adéquats soient mises sur le même plan dans un cadre de réflexion concertée.</p> <p><b>Page 37</b> - Cette disposition nécessite une reformulation afin de supprimer la suspicion d'exagération et d'inéquation des investissements par rapport aux besoins effectifs. Le « garder raison » du titre est un principe général du SDAGE et sa suppression éviterait un ciblage sur cette disposition particulière.</p> <p><b>Page 37 et 38</b> - L'approche ne doit pas être négative et la peur est mauvaise conseillère par rapport à la création d'ouvrages structurants.</p> <p>Il convient de prendre en compte que ces derniers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• correspondent à un réel besoin en terme de gestion de ressource en apportant une sécurité en particulier en années sèches ;</li> <li>• créent de la valeur par les usages et les services rendus (y.c. pour les milieux) ;</li> <li>• sont compatibles avec la DCE (en particulier l'article 4-7a prévu les dispositions nécessaires en cas de dégradation des milieux)</li> </ul> <p>Dans le passé, l'homme a su s'adapter à différentes contraintes (climatiques et autres). La progression de la connaissance et les moyens techniques à sa disposition peuvent lui permettre de continuer à s'adapter...</p>	<p>Le SDAGE (page 34) propose "<i>de garder raison sur les grands projets nouveaux. Ils doivent faire l'objet d'une analyse économique proportionnée aux enjeux, sur le long terme (au moins 40 ans), comparant l'ensemble des scénarios envisageables, pour s'assurer de la pertinence des options retenues et de leur efficacité dans la durée compte-tenu des contraintes générées par les effets du changement climatique à long terme</i>"</p> <p>Il est paradoxal que les usagers économiques, si vigilants sur les coûts (notamment sur le coût du programme de mesures, voir ci-dessus), et sur l'impôt qui finance les grands projets, soient hostiles à cette approche économe et prudente.</p> <p>Sauf s'il s'agit de catégories d'usagers bénéficiant de transferts (voir le chapitre sur la récupération des coûts dans le document d'accompagnement du SDAGE, pages 68 et 69). Ou des usagers directement intéressés par la construction de tels ouvrages.</p> <p>Autre argument : la technique permet de compenser la défaillance des ressources naturelles donc inutile de se faire du souci.</p> <p>Pourquoi en effet vouloir une ressource en bon état, qualitatif et quantitatif, quand on peut construire de grands barrages (mais pourront-ils se remplir?), produire de l'eau potable à partir d'eaux de mauvaise qualité, voire à partir du gisement illimité d'eau de mer?</p> <p>Pas de problème on avance, on sait faire. Et on réfléchit après. Comme à Terre Neuve, quand les bancs de morues ont disparu.</p> <p>Certes les grands travaux créent du PIB, des emplois, etc. Mais n'y a-t-il pas des travaux plus utiles (par exemple la rénovation thermique du bâti ancien) que ceux proposés?</p> <p>Enfin, on oppose aux courageux qui prennent des risques et veulent avancer les craintifs protecteurs de l'environnement. Pourquoi les écouter ? La peur est mauvaise conseillère ... C'est ce qu'on croyait avant l'accident.</p>
<p><b>Page 66 OFO</b> (Changement Climatique), <b>OF7</b> gestion de la ressource :</p> <p>Dans un contexte de raréfaction de la ressource, le principe de rechercher les économies d'eau est partagé mais il est essentiel de le compléter par la mise en place des réponses nécessaires aux besoins évolutifs des populations et des acteurs économiques. Le changement climatique entraînera une augmentation de ces besoins auxquels les économies ne pourront pas répondre en totalité</p>	<p>On admet le constat de raréfaction de la ressource en eau et l'intérêt de l'économiser, mais on veut toujours prélever davantage pour faire face aux besoins évolutifs.</p>
<p><b>Page 66 OF7</b> (Gestion de la ressource) :</p>	

<p>Les solutions comme le stockage et les transferts de ressources déjà mises en œuvre doivent continuer à être promues afin de répondre à la fois à la protection des milieux et des enjeux socioéconomiques</p>	<p>Cf. réponse ci-dessus</p>
<p><b>On veut bien les aides mais pas la contrainte les justifiant.</b></p> <p><b>Page 44</b> - Disposition 4-11 : Assurer la cohérence des financements des projets de développement territorial avec le principe de gestion équilibrée des milieux aquatiques</p> <p>Nous demandons le retrait ou la reformulation de la préconisation suivante orientée : « Le SDAGE préconise que les aides publiques permettent de mobiliser des financements conséquents pour favoriser les activités économiques dont le développement a des effets positifs sur l'eau et les milieux aquatiques : technologies propres et économes, pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, tourisme durable... »</p> <p>Les <u>aides publiques</u> portant sur les activités économiques en lien avec l'eau <u>ne peuvent être conditionnées par des effets positifs sur l'eau</u>. Les cas de synergies sont intéressants mais cela ne doit pas être une obligation</p>	<p><b>... le beurre et l'argent du beurre</b></p> <p>La profession agricole est experte à ce petit jeu.</p> <p>Et, dans le passé, le ministère de l'agriculture a fait preuve de faiblesse coupable.</p> <p>Les aides publiques doivent participer à la mise en œuvre de la politique publique, en l'occurrence la gestion de l'eau qui vise un bon état des eaux.</p> <p>Il faut nécessairement que les aides octroyées soient conditionnées au respect de la politique publique.</p>
<p><b>La maîtrise de l'imperméabilisation La compensation à 150% en volume est contestée</b></p> <p><b>P 44-45</b> Nous demandons le retrait de la mesure générique relative à la compensation et l'application des règles d'urbanisme en vigueur sur les territoires généralement plus adaptées aux enjeux locaux. Il est essentiel également ne pas créer de droit sur ce thème.</p> <p>Nous percevons l'importance de maîtriser l'imperméabilisation mais la mesure générique relative à la compensation à 150% de l'imperméabilisation est exagérée en termes d'ambition (150%, référence crue décennale voire centennale). Son caractère systématique ne permet pas une justification en rapport des enjeux locaux et une évaluation de ses impacts technico-économiques.</p> <p><b>Page 45</b> Les principes proposés doivent donc rester dans une compensation raisonnable des effets de l'imperméabilisation en lien avec les règlements d'assainissement déjà en place</p> <p><b>Page 45</b> - La compensation à 150 % sur une base de crue centennale paraît à la fois complexe et exagérée. Elle n'apparaît pas justifiée sur les plans techniques (besoins réels) et juridiques (positionnement de l'incitation / création de droit). La cohérence</p>	<p><b>... alors qu'il s'agit d'une mesure très raisonnable</b></p> <p>Cette observation fait référence à la disposition 5A-04 "Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées" (p 83 et 84 du SDAGE)</p> <p>Ici on souhaite vivement que le SDAGE ne crée pas de droit mais on ne prétend pas que c'est illégal.</p> <p>Ces objectifs de compensation, par infiltration ou rétention, concerne les zones urbaines. "Le SDAGE fixe la valeur guide de compensation à 150% du volume généré par la surface nouvellement imperméabilisée pour une pluie de référence d'une occurrence au moins décennale, dans la limite des conditions techniques locales et notamment de la capacité d'infiltration des sols."</p> <p>La référence du niveau de compensation est faible (crue décennale), et il s'agit d'une valeur guide. C'est une référence en volume d'eau et non en surface. S'il s'agit d'infiltration les travaux correspondant sont relativement légers (zone d'infiltration drainée avec végétation) dont le coût n'est pas nécessairement plus élevé que le "bitumage intégral" des surfaces et l'évacuation des eaux dans un réseau pluvial.</p> <p>Compte tenu des enjeux, des possibilités techniques il n'y a aucune raison de modifier l'objectif.</p>

<p>avec les règlements d'assainissement déjà en place (généralement compensation à 100 % crue vicennale ou crue de fréquence de retour de 30 ans) n'est pas respectée.</p> <p><b>Page 45</b> Sur le plan juridique, la cohérence de cette disposition avec le code de l'environnement (seuil de 5 ha) et du CGCT (article L2224-10) ne semble pas respectée : la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature IOTA est relative aux rejets d'eaux pluviales...</p>	<p>Sur le plan juridique, le SDAGE peut créer du droit si cela apparaît nécessaire pour l'atteinte des objectifs. Compte tenu de sa formulation, la disposition s'apparente plus à un guide technique de bonne pratique qu'à une prescription impérative.</p>
<p><b>Il ne faut pas stigmatiser la profession...</b></p> <p><b>P 45</b> - Nous demandons le retrait du mot « industrielle » en page 82 (« qui sont à l'origine de la dégradation de l'état des eaux (assainissement, pollutions industrielles...) ») afin de ne pas stigmatiser une activité en particulier</p>	<p><b>Il faut être clair et appeler un chat, un chat.</b></p> <p>La phrase contestée est la suivante : " L'atteinte du bon état des eaux rend nécessaire la non aggravation ou la résorption des différentes pressions polluantes qui sont à l'origine de la dégradation de l'état des eaux (assainissement, pollutions industrielles...)." </p> <p>Plutôt que de supprimer "pollutions industrielles" ajoutons "agricoles" ce qui permettra de citer les trois principales sources de pollutions.</p>
<p><b>Les objectifs de réduction des substances dangereuses sont contestés.</b></p>	<p><b>... avec des arguments dont la logique interpelle.</b></p>
<p><b>Pages 49-50</b></p> <p>Le tableau p.99 appelle plusieurs remarques quant aux objectifs locaux de réduction des émissions de substances.</p> <p>1. Déclinaison des objectifs de réduction nationaux et année de référence 2010</p> <p>Les taux de réductions fixés dans le projet de SDAGE sont déclinés à partir de taux définis au niveau national: circulaire du 07/05/2007 dont l'année de référence est 2004 et arrêté relatif au PNAR du 30/06/2005 dont l'année de référence est 1995.</p> <p>En p.98, et en entête du tableau en p.99, l'année de base fixée pour vérifier l'atteinte des objectifs de réduction est fixée à 2010.</p> <p>Sauf démonstration de l'absence de réduction entre 1995 ou 2004 et 2010, il est inconcevable que le SDAGE applique des taux supérieurs ou égaux aux taux définis nationalement, avec une année de référence de 2010.</p> <p>L'enjeu d'une telle modification d'année de référence est « d'oublier » les réductions qui auraient pu être engagées entre l'année de référence nationale et 2010...</p> <p>Nous demandons donc, soit une révision des objectifs du SDAGE prenant en compte</p>	<p>Il importe de partir des dernières informations disponibles, apparemment l'année 2010, ce qui date déjà de 5 ans.</p> <p>En outre, sur 11 ans (entre 2010 et 2021), les <b>objectifs de réduction proposés sont peu ambitieux</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10% sur 11 ans soit moins de 1 % par an ;</li> <li>- et 30% sur 11 ans, soit moins de 2,5% par an<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>sauf pour les substances dont on veut supprimer totalement les rejets : mais dans ce cas le niveau de référence n'a pas d'importance.</p> <p>S'agissant de priorités de la politique de l'eau et de celle de la santé, <b>la demande faite paraît indécente.</b></p>

<sup>2</sup> (1,02413)<sup>11</sup> = 1.3



<p>des réductions déjà obtenue avant 2010, soit la référence aux années 1995 ou 2004 dans le tableau susvisé.</p>	
<p><b>P 50, 51 et 52</b>  b. Des objectifs plus stricts  - Fluoranthène (sur/igné en jaune)  Objectif SDAGE = 100 % d'ici 2021  Objectif national= 30% d'ici 2015  - 4 Substance de la Liste 1 (sur/ignées en bleu)  Objectif SDAGE = 100% d'ici 2021  Objectif national = 50 % d'ici 2015  - 6 substances de la Liste 2 (sur/ignées en orange)  Objectif SDAGE = 30 à 100% d'ici 2021  Objectif national = 10 % d'ici 2015</p> <p>Ces différences entre objectifs bassin et nationaux ne sont pas justifiées dans le projet de SDAGE. Puisque nous sommes en 2015, il serait utile de connaître la situation des rejets au regard des objectifs de 2015 ci-dessus. Cette étape nous apparait indispensable avant la définition de tout nouvel objectif de réduction.</p> <p>La production d'éléments de justification sur la définition des objectifs du SDAGE, lorsqu'ils sont plus stricts, est exigée par l'article 9 de l'arrêté du 17/03/2006 fixant le contenu des SDAGE et l'article R.212-9 du Code de l'Environnement. En l'absence de ces éléments, nous demandons le retrait des objectifs de réduction du SDAGE qui seraient soit plus contraignant, soit additionnels.</p>	<p>On demande pour fixer les objectifs de réduction,  - de prendre comme année de référence <u>1995</u> ou <u>2004</u> (cf. ci-dessus) ;  - mais de justifier le niveau de réduction à partir de la situation en <u>2015</u> ;</p> <p>Ce <u>grand écart de 11 à 20 ans</u> ne gêne pas les usagers économiques dans leur argumentation.</p> <p>La possibilité juridique pour le SDAGE de fixer des normes plus sévères que les normes nationales n'est pas contestée ici mais les usagers en demandent la justification comme cela est prévu par le code de l'environnement.</p> <p>Or le projet de SDAGE indique très clairement (encadré de la page 98) que l'attribution des objectifs de réduction à chaque substance est en cours et que le tableau contesté présente les propositions d'objectifs fixés par le niveau national.</p> <p>Il convient <b>donc de suivre de près les discussions nationales</b></p>
<p><b>Page 52-53 Disposition 5C-02</b> Réduire les rejets industriels qui génèrent un risque ou un impact pour une ou plusieurs substances1.</p> <p>La conformité des rejets industriels aux objectifs de réduction du SDAGE En p.100, il est écrit : « <i>Ils [les services de l'Etat] veillent à ce que ces sites industriels fournissent une étude technico-économique {ETE} qui se base sur des scénarios permettant de contribuer aux objectifs de réduction présentés dans le tableau inséré dans la disposition 5C-01</i> »</p> <p>Cette exigence semble contradictoire avec la mention en page 98 « ces pourcentages de réduction ne s'appliquent pas individuellement ».</p> <p>Les objectifs de réduction sont à adapter en fonction de l'environnement du rejet industriel étudié : caractéristiques du rejet, du milieu récepteur, des autres contributions, et évidemment une mise en oeuvre à un coût économiquement acceptable.</p>	<p>Le raisonnement est curieux : au motif que les pourcentages de réduction s'appliquent par groupe de substances, on ne pourrait pas effectuer d'étude technico-économique sur les possibilités de réduction !</p> <p>Les substances dangereuses prioritaires sont toxiques et persistantes dans l'environnement. Elles voyagent, s'accumulent (les petits rejets font les grosses rivières), et peuvent donc contaminer des masses d'eau très loin du point de rejet. Les objectifs ne peuvent être fixés uniquement en fonction du milieu récepteur immédiat, au contraire ils doivent prendre en compte la contamination de fond du bassin et aussi de la mer, et pour certains de la chaîne alimentaire des populations piscicoles.</p> <p>Enfin le SDAGE mentionne explicitement, pour la réduction des substances dangereuses, l'utilisation des "<i>meilleures techniques disponibles et à un coût acceptable</i>" (page 98, second alinéa). La critique, sur ce point, n'est pas fondée.</p>

<p>Ces éléments, fondamentaux pour une action efficace et pertinente, sont par ailleurs systématiquement mentionnés dans les projets de SDAGE des 5 autres bassins.</p> <p>Nous demandons le retrait de la référence au tableau du SC-01 comme objectif pour les ETE dont les industriels ont la charge.</p> <p>La portée juridique du SDAGE ne lui permet pas d'imposer un objectif de réduction directement aux acteurs industriels.</p>	<p>La demande de retrait de la référence au tableau <b>supprimerait tout objectif de réduction chiffré : elle constitue <u>une grave remise en cause du SDAGE</u></b> et est inacceptable.</p> <p>Enfin la portée juridique est à nouveau contestée : si les usagers économiques en étaient vraiment convaincus, ils ne demanderaient la suppression des objectifs chiffrés.</p>
<p><b>Page 55 - Disposition 5C-07</b> Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique sur les pollutions émergentes.</p> <p>Nous proposons de retirer le premier item</p> <p>La notion de « substances émergentes » cf p 105 nécessite des précisions sur les substances concernées. Le premier item est incompréhensible car il traite des substances dangereuses (déjà traitées par les autres dispositions) et des radioéléments (non émergents et faisant déjà l'objet de suivis)</p>	<p>Cette suggestion vise à supprimer la veille scientifique concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>la contamination du Rhône et de ses affluents principaux par les substances dangereuses et les radioéléments. Ce travail visera d'une part les radioéléments dans les eaux superficielles, mais également les radioéléments retrouvés dans les eaux souterraines,</i></li> </ul> <p>Cette veille entre dans les objectifs du titre "c AMELIORER LES CONNAISSANCES NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS OPERATIONNELLES" et est parfaitement compréhensible. Elle doit être maintenue.</p> <p>Ce qui est obscur, c'est la raison qui pousse à supprimer cette veille, parfaitement justifiée, en invoquant un faux prétexte.</p> <p>Il serait souhaitable que le libellé de la disposition 5C-07 soit plus large et ainsi retouché : "Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique, <b>notamment</b> sur les pollutions émergentes.</p>
<p><b>La délimitation des zones de sauvegarde de ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable</b></p> <p><b>Page 55</b> - La délimitation des zones de sauvegarde doit être réalisée suivant une méthodologie concertée et partagée entre les acteurs permettant également de prendre en compte le développement des activités créatrices de valeurs.</p> <p>Disposition 5E-01 Protéger la ressource en eau potable Par rapport à la fin de la disposition, nous demandons que soit inscrit le principe d'une concertation obligatoire avec les usagers pour l'identification de ces zones de sauvegarde en plus de la concertation présentée pour le traitement des secteurs dégradés.</p>	<p>Les zones de sauvegarde des ressources stratégiques sont "<i>celles à l'échelle desquelles les efforts doivent être portés pour éviter ou limiter les pressions qui pourraient porter atteinte à ces ressources en volume et en qualité et autoriser pour l'avenir l'implantation de nouveaux captages ou champs captants.</i>" (page 117 du SDAGE).</p> <p>Les zones de sauvegarde "<i>sont définies par les services de l'Etat en concertation avec les collectivités et les usagers concernés</i>" (page 119 du SDAGE).</p> <p>La méthodologie permettant de définir les zones d'alimentation des nappes stratégiques est fondée sur l'hydrogéologie : elle n'a pas à être concertée. Le préfet prend en compte les données hydrologiques dans la définition des zones de sauvegarde afin d'aboutir à la protection souhaitée.</p> <p>Il n'y a pas lieu de modifier le SDAGE</p>

<b>Zones humides : la compensation à 200% est contestée</b>	<b>La compensation est la plus mauvaise solution : le coefficient prend en compte cette réalité</b>
<p><b>P 55-56</b> Sur ce thème, il convient d'introduire une sélectivité beaucoup plus forte avec la recherche et la mise en œuvre des mesures pertinentes et adaptées aux différents territoires du bassin. La compensation avec un taux de 200% ne doit pas devenir une référence absolue car créatrice de droit et la liberté de jugement possible avec le SDAGE actuel doit être conservée.</p>	<p>La compensation est l'ultime solution (voir la disposition 2.01, page 48) : d'abord priorité à l'<b>évitement</b> des impacts puis à leur <b>réduction</b> et en dernier lieu, à la compensation, une fois établies les meilleures solutions d'évitement puis de réduction des impacts du projet.</p> <p>La compensation doit rester l'exception, quand on ne peut vraiment pas faire autrement.</p> <p>Le taux de compensation de 200% est une incitation à l'évitement et à la réduction des impacts, afin de protéger au maximum les dernières zones humides existantes, la compensation ne permettant pas, ou très rarement, de recréer des écosystèmes aquatiques ayant les mêmes fonctionnalités et la même richesse écologique. Ils ne sont pas équivalents aux écosystèmes détruits : le coefficient 2 prend en compte cette moindre valeur environnementale (à l'hectare)</p>
<b>La sélection des réservoirs biologiques est contestée</b>	<b>Avec des arguments qui doivent être examinés attentivement</b>
<p>La sélection des réservoirs biologiques est à reprendre avec des justifications plus pertinentes.</p> <p>Il convient d'éviter une « stérilisation » exagérée de ces territoires (réservoirs biologiques, ZH, Zones protections captages, ). En particulier, les propositions de réservoirs biologiques doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi avec le retrait des zones hors définition (secteurs abiotiques, à sec,...) et de justifications précises de leur détermination avec le détail des espèces concernées et les fonctionnalités associées.</p>	<p>Les réservoirs biologiques sont institués par le code de l'environnement (articles L214-17 et R214-108) qui définissent clairement les critères de sélection.</p> <p>La présente consultation permet de contester précisément, tel ou tel réservoir biologique en montrant, à l'aide de constats précis sur le terrain, qu'il ne respecte les critères indiqués.</p> <p>L'observation faite n'est pas assez précise et ni assez étayée pour être prise en compte.</p>
<p>L'impossibilité de construction de nouveaux ouvrages prescrite dans la disposition 6A-03 est à retirer car constituant une création de droit. Nous proposons l'étude d'une mesure de compensation possible si les fonctionnalités sont correctement définies. Il est essentiel également de mettre en place une hiérarchisation des zones humides et de proposer une compensation de leur atteinte en fonction des services rendus (filtration des eaux, zones d'intérêt écologique, expansion de crue...)</p>	<p>Le SDAGE crée du droit (voir ci-dessus)</p> <p>Enfin la compensation est la négation de la notion de réservoirs biologiques sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique (cf. L214-17).</p> <p>La priorité à la compensation de la fonctionnalité des zones humides (notamment en fonction des services rendus) est actée dans le SDAGE</p>
<p><b>P 57-58 Disposition 6A-03</b> Préserver les réservoirs biologiques et poursuivre leur identification</p> <p>De la même manière que pour le SDAGE précédent, les réservoirs biologiques</p>	<p>On imagine derrière ces observations CNR EDF ou des producteurs autonomes ayant des spécialistes des milieux aquatiques ou faisant appel à de tels spécialistes</p>

<p>présentés dans les listes des pages 164 à 179 ne sont pas justifiés par des éléments techniques précis dans le projet de texte. Un document complémentaire (tableau Excel) a toutefois été mis en ligne sur le site dédié à la consultation fin février 2015.</p> <p>L'argumentaire proposé par réservoir reste assez court et concerne quasi exclusivement les espèces piscicoles. L'approche essentiellement piscicole est donc incomplète pour justifier la désignation de réservoirs biologiques. Il est logique et sain de constater que de nombreuses rivières du bassin présentent des habitats compatibles avec l'ensemble du cycle de vie des poissons sans que cela leur confère un caractère exceptionnel par rapport à l'ensemble de la vie biologique.</p> <p>La démarche de sélection des réservoirs biologiques doit donc être approfondie en précisant par secteur les éléments clefs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• densité des espèces présentes en conditions moyennes et en conditions défavorables ;</li> <li>• « analyse fonctionnelle permettant de localiser au sein du réseau hydrographique les zones où doivent être positionnés des réservoirs biologiques. Pour jouer leur rôle d'essaimeur d'espèces, il est en effet indispensable que les réservoirs soient en continuité écologique avec le reste du réseau hydrographique» (extrait circulaire 15 février 2008).</li> </ul> <p>La démarche présentée dans la circulaire du 6 février 2008 doit être réalisée en totalité afin de bien travailler sur les besoins de réservoirs biologiques par secteur et les réponses possibles avec l'analyse des fonctionnalités. Les tableaux proposés ne permettent pas de vérifier cette analyse. Les masses d'eau « cible » doivent également être identifiées plus précisément (voir SDAGE Adour Garonne).</p>	<p>Les arguments développés ci-contre prouvent un manque de connaissance sur des compartiments biocénétiques, qui s'il avait été pris en compte auraient contribué à augmenter mécaniquement le linéaire des réservoirs biologiques. Face aux protestations contre l'établissement des réservoirs biologiques, nous insistons sur la réelle sélectivité de leur identification</p> <p>La continuité écologique induite par le rôle d'essaimeur d'espèces des réservoirs biologiques oblige à restaurer cette continuité si elle n'est pas effective.</p> <p>Il s'agit là d'une idée dangereuse de définir un besoin de réservoirs biologiques masse d'eau par masse d'eau afin de limiter à ce besoin l'identification des réservoirs biologiques.</p>
<p><b>Disposition 7-06 Les soutiens d'étiage sont hors référence</b></p> <p><b>Page 71 – OF7</b> S'assurer du retour à l'équilibre quantitatif en s'appuyant sur les principaux points de confluence du bassin et les points stratégiques de référence pour les eaux superficielles et souterraines</p> <p>Nous demandons que les soutiens d'étiage soient retirés pour l'établissement des valeurs de référence (exemple: Ardèche) et que ces valeurs soient justifiées par rapport aux références statistiques des étiages.</p>	<p><b>...pourquoi pas s'ils sont ajoutés au cours d'eau les fournissant</b></p> <p>Le dispositif de référence ne doit pas être faussé.</p> <p>Dans le cas de l'Ardèche les soutiens d'étiage viennent semble-t-il du bassin Loire-Bretagne. Si on ne les prend pas en compte pour l'Ardèche, on doit les prendre en compte dans le bassin de la Loire.</p>
<p><b>Divers</b></p> <p><b>P 43</b> L'usage industriel doit être cité en global dans le paragraphe sur la conciliation des usages de l'eau.</p> <p>En terme de valorisation de l'eau comme ressource économique» la production hydroélectrique n'est qu'un des aspects de valorisation, la production électrique</p>	<p><b>Commentaire</b></p> <p>Cette observation vise le premier paragraphe de l'introduction de l'OF4 (page 64) Elle révèle une pointe d'agacement de l'industrie vis-à-vis du lobby des hydroélectriciens. et qui correspond d'ailleurs au constat que l'on peut faire du caractère dérogatoire du droit de l'hydroélectricité et en particulier des concessions</p>

d'origine thermique un autre et plus amplement ne nombreux process industriels font appels à l'eau soit en composant de base soit en refroidissement

hydroélectriques.